

COMITÉ DE LIAISON DES ASSOCIATIONS NATIONALES DE RAPATRIÉS

(CLAN-R)

COMMUNIQUE

Quand donc cessera l'odieuse négation des drames que nous avons vécus après le 19 mars ?

De plus en plus souvent, verbalement ou par écrit, sur des sites internet, des associations, des individus et plus grave encore, des élus, comme ce fut le cas, il y a peu à Marseille, osent nier les souffrances vécues en Algérie après la signature des Accords d'Evian et la proclamation du cessez-le-feu, le 19 mars 1962. Les mots qu'ils utilisent sont une offense à nos morts, ils ravivent les plaies, ils font souffrir, ils portent un préjudice considérable à ceux qui ont vécu les horreurs des jours et des mois postérieurs à cette date.

Si le 19 mars a représenté, pour les jeunes Français qui accomplissaient à ce moment-là leur service militaire en Algérie, la fin de leur engagement, en revanche, il a constitué pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes, toutes confessions confondues, vivant alors sur cette terre, le début d'une période affreuse; cette date est associée aux plus grandes souffrances.

Dès le soir de ce jour supposé être celui du cessez-le-feu, a commencé le massacre des Harkis désarmés par la France. En quelques mois, ils ont été environ cent cinquante mille à être tués dans les conditions les plus horribles; très souvent les membres de leur famille l'ont été avec eux. Dans les semaines qui ont suivi cette date, les enlèvements et les massacres de personnes de toutes confessions se sont multipliés, pour culminer le 5 juillet 1962 à Oran. A ce jour quelque 3000 personnes sont encore portées disparues. Leurs enfants ne connaîtront sans doute jamais le sort qui leur a été réservé.

Nous ne pouvons plus tolérer la négation de ces faits. Déjà des hommes se lèvent pour faire cesser cela par des actions légales, d'autres les imiteront. Ils ont tout notre soutien.

Paris, le 6 février 2010